



**CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL
CAUX VALLEE DE SEINE
19, Avenue RENE COTY
76170 LILLEBONNE**

**CONCESSION DE SERVICE POUR L'EXPLOITATION ET LA GESTION D'UN ESPACE
CAFÉTÉRIA PRESSE BOUTIQUE, L'INSTALLATION ET LA GESTION DE DISTRIBUTEURS
AUTOMATIQUES, ET LA LOCATION AUX PATIENTS DE TELEVISIONS Emportant
occupation du domaine public**

CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE

Concession de services PROCÉDURE DE PASSATION D'UNE CONCESSION Selon les articles R. 3126-1 1° et R. 3126-4 du code de la commande publique.	Consultation N° 25DAHL005	Date limite de réception des offres : 17MARS 2025 à 12h00
---	--	--

Direction des Achats et de la Logistique

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine
19 rue RENE COTY
76170 LILLEBONNE
Tel: 02.35.39.35..00 Fax: 02. 35.39.35.87

Entre :

Le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL CAUX VALLÉE DE SEINE (SIRET: 267 601 73000018) 19 rue
RENE COTY , 76170 LILLEBONNE, représenté par Mr Jérôme RIFFLET,

Et ci-après dénommé « l'Autorité concédante »

D'une part,

Et [A compléter par le candidat]

La société (Raison sociale) :

Adresse :

Code postal :

Bureau distributeur :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Numéro SIREN :

Numéro au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code NAF :

Capital social de (en euro) :

Représentée par :

Signataire :

Nom :

....

Prénom :

....

Qualité :

....

Et ci-après dénommée le « Concessionnaire »,
D'autre part,

Chapitre 1 – ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT	5
Article 1.1. - Objet du contrat	5
Article 1.2. - Durée du contrat.....	7
Article 1.3. - Principes fondamentaux du contrat.....	8
Chapitre 2 - PERIMETRE DU CONTRAT ET OBLIGATIONS DES PARTIES	8
Article 2.1. - Périmètre du contrat et obligations du concessionnaire.....	8
Article 2.2. - Echéancier d'exécution du contrat.....	9
Article 2.3. - Obligations du concédant.....	9
Article 2.4 - Cession et sous-traitance.....	9
2.4.1 - Cession du contrat.....	9
2.4.2 - Sous-traitance.....	9
Article 2.5. – Sauvegarde des activités du CHI CVS.....	9
Article 2.6. – Secret Professionnel.....	10
Chapitre 3 - PRINCIPES D'EXPLOITATION DU SERVICE	10
3.1.1. Description des lieux.....	10
3.1.2. - Organisation générale	10
3.1.3 - Produits alimentaires proposés	10
3.1.4 - Presse	11
3.1.5.- Boutique.....	11
Article 3.3. - Dispositions communes à la cafétéria/presse/boutique et à la D.A	12
3.3.1 - Approvisionnement.....	12
3.3.2 - Personnels	12
3.3.3 - Entretien, maintenance.....	12
Article 3.4. – Location de téléviseurs.....	13
3.4.1 Mise en place des téléviseurs.....	14
3.4.2 Caractéristiques des écrans à fournir.....	14
3.4.3 Entretien des télécommandes et casques.....	14
3.4.4 Canaux Hospitaliers	14
3.4.5. Pannes des téléviseurs	14
3.4.6. Mise à disposition gracieuse de téléviseurs.....	14
3.4.7 Redevance	15
Article 3.5. – Prestations diverses	15
Chapitre 4 - TRAVAUX ET INSTALLATION	15
Chapitre 5 - REGIME FINANCIER	16
Article 5.2. - Vente.....	16
Article 5.2. - Loyers, Charges et Redevances	16
5.2.1. Le loyer	16
5.2.2. Les charges	17
5.2.3. La redevance d'occupation du domaine public.....	17
Article 5.3. - Modalités de paiement des loyers, charges, redevances.....	17
Chapitre 6 - Contrôle par le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine	18
Chapitre 7 – SANCTIONS.....	18
Article 7.1. – Pénalités	18
Article 7.2. – Mise en régie provisoire.....	19
Article 7.3. - Déchéance	19
Chapitre 8 - Responsabilités – Assurances	19
Chapitre 9 - ETAT DES LIEUX	20
Chapitre 10 - FIN DU CONTRAT.....	20
Article 10.1. - Expiration du contrat	20
Article 10.2. - Résiliation du contrat	21
Article 10.3.- Litiges	21
Annexe 1 - Emplacement des distributeurs.....	23

<u>Annexe 2 – Liste du matériel en place dans la cafétéria (pour information)</u>	<u>24</u>
<u>Annexe 3 – Emplacement des écrans de télévisions</u>	<u>25</u>
<u>Annexe 4 – Produits proposés et tarifs à compléter</u>	<u>26</u>
<u>Annexe 5 – Présentation des sites</u>	<u>26</u>
<u>Annexe 6 – Plans.....</u>	<u>27</u>
<u>Annexe 7 – Informations diverses.....</u>	<u>32</u>
<u>Annexe 8 – Développement durable</u>	<u>32</u>

Chapitre 1 – ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Article 1.1. - Objet du contrat

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (CHI CVS), ci-après dénommé « le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine » souhaite confier à un prestataire le droit d'occuper et d'utiliser de façon privative, une emprise du domaine public située au sein du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine, afin d'y exploiter une boutique cafétéria (avec espace presse, prestations annexes) ainsi qu'un parc de distributeurs automatiques de nourriture, boissons chaudes et boissons fraîches sur l'ensemble des sites du CHI CVS.

Le prestataire devra également assurer une prestation de location de téléviseurs à destination des patients du Centre hospitalier du site Rosenberg (hors EHPAD).

Le présent cahier des charges et l'offre du candidat retenu constituent le futur contrat de concession et emportent occupation temporaire du domaine public du Centre hospitalier.

Le contrat est passé en application du Titre II, livre Ier ; première partie de la partie législative du code de la commande publique (Articles L1121-1 à L1121-3)

Article 1.2.-Présentation de l'établissement du GHT de l'Estuaire de la Seine concerné

La présente procédure de passation concerne le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (ci-après dénommé "CHI CVS").

Présentation générale

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine est un établissement public de santé, placé sous la tutelle du Code de la Santé Publique, qui régit son fonctionnement. En vertu de ce cadre juridique, ses principales obligations incluent :

- L'organisation de l'accueil des patients et la fourniture des soins 24h/24 ;
- La continuité des soins ;
- L'absence de discrimination à l'entrée des patients.

Il s'agit d'un établissement de proximité, intégré au Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) de l'Estuaire de la Seine. Le Centre Hospitalier s'engage dans une démarche de qualité et de gestion des risques.

Au fil des années, l'établissement a su développer un réseau partenarial solide avec divers acteurs, dont :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Groupement d'Intérêt Public de restauration ;
- Le Groupement d'Intérêt Économique Scanner ;
- Le GIE IRM Juliobona ;
- Le Réseau diabète de l'Estuaire, etc.

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine est principalement implanté sur deux sites :

- L'hôpital Rosenberg situé à Lillebonne ;
- L'Hôpital Fauquet situé à Bolbec.

Les services

L'établissement offre une gamme variée de services, à savoir :

- Urgences ;
- Médecine et Réadaptation (comprenant l'hospitalisation conventionnelle, l'hospitalisation de jour et 4 lits de soins palliatifs) ;
- Chimiothérapie ambulatoire ;
- Soins de Suite et de Réadaptation ;
- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie ;
- Urgences / SMUR ;
- Femme-Mère-Enfant ;
- Gynécologie - Obstétrique ;
- Anesthésie ;
- Centre de planification et d'éducation familiale ;
- Filière Gériatrique et Médico-Sociale ;
- EHPAD ;
- Pôle d'Activités et de Soins Adaptés ;
- Accueil de Jour Alzheimer ;
- Consultation d'évaluation gériatrique ;
- Service de Soins Infirmiers à Domicile ;
- Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile ;
- Médico-technique ;
- Pharmacie ;
- Imagerie Médicale ;
- Service des consultations de spécialités.

Accès aux sites

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine est idéalement situé à 35 km du Havre et à 65 km de Rouen. Ses différents sites sont accessibles à proximité des centres-villes et des axes autoroutiers principaux, notamment les autoroutes A29 et A13.

SITE ROSENBERG 19 avenue René Coty - 76170 Lillebonne Tél. 02 35 39 36 36

SITE ROSENBERG



 **19 avenue René Coty - 76170 Lillebonne**
Tél. 02 35 39 36 36

 142 places	3 places femmes enceintes
7 places PMR	3 places ambulances



Article 1.3. - Principes fondamentaux du contrat

Le contrat est passé en application du Titre II, livre Ier ; première partie de la partie législative du code de la commande publique (Articles L1121-1 à L1121-4)

Le titulaire a pour obligation de respecter toutes les réglementations relatives à son activité et à l'occupation temporaire du domaine public.

Le titulaire reconnaît expressément qu'étant donné le caractère de domaine public des lieux, les lois et réglementations spéciales sur les loyers commerciaux sont inapplicables en l'espèce.

Il lui est interdit de sous-louer.

Le titulaire exploite le service à ses risques et périls.

Le titulaire perçoit auprès des usagers un prix fixé dans les conditions prévues au chapitre « Régime financier ».

En contrepartie de la mise à disposition d'une partie du domaine public et d'équipements d'une part, et de l'exclusivité conférée au titulaire pour la vente des produits susmentionnés y compris les éléments de distribution automatique à l'usage des patients, résidents, visiteurs et des personnels d'autre part, le titulaire verse à la collectivité une redevance dans les conditions prévues au chapitre « Régime financier ».

Le titulaire s'acquitte des taxes et impôts de toutes sortes qui sont à sa charge (ex : taxe foncière)

Les principes fondamentaux suivants devront être respectés :

- Continuité du service
- Egalité des usagers
- Egalité de traitement

Chapitre 2 - PERIMETRE DU CONTRAT ET OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 2.1. - Périmètre du contrat et obligations du concessionnaire

Le contrat a pour objet l'exploitation de :

2.1.1 - Cafétéria / presse / boutique / télévisions / prestations annexes (plans détaillés en annexe) assurant la vente ou la location des articles suivants :

- Journaux, publications, périodiques, livres, cartes, guides, cartes postales,
- Articles de papeterie,
- Location de téléviseurs pour les chambres des patients (Hors EHPAD)
- Jeux et jouets non susceptibles de troubler l'ordre et la tranquillité dans l'établissement (prohibition des fléchettes, pistolets en plastique...), souvenirs, bibelots, piles ;
- Articles d'hygiène et de dépannage, bazar ;
- Confiseries, biscuiteries, viennoiseries, pâtisseries, glaces, produits laitiers, sandwiches ;
- Produits de cafétéria et de restauration chaude ;
- Boissons chaudes et froides.

La vente de tabac, produits et systèmes de vapotage, de produits de monopole (jeux) et de boissons alcoolisées est **interdite**.

Des prestations associées telles que pressing, conciergerie (vente de produits frais...) peuvent être proposées.

La cafétéria est située sur le site Rosenberg à Lillebonne – 19 avenue René Coty 76170 Lillebonne.

Le titulaire fournira l'ensemble des produits faisant l'objet des ventes ou locations ci-avant énumérées et assurera la maintenance, la gestion, l'exploitation et l'hygiène du matériel mis à disposition.

2.1.2 - Distributeurs automatiques dont les emplacements sont définis en annexe.

Les distributeurs seront fournis, alimentés, maintenus, gérés et exploités par le titulaire.

La liste de ces distributeurs automatiques sera définie d'un commun accord lors de la signature de la présente concession.

Toute modification ultérieure du nombre de distributeurs automatiques fera l'objet d'un avenant.

Article 2.2. - Echancier d'exécution du contrat

Le service cafétéria et distribution automatique doit fonctionner à compter du 1er juin 2025.

En cas de retard dans la mise en service, les frais supplémentaires imputables au titulaire sont à sa charge.

Sauf cas de force majeure (notion définie par la jurisprudence) ou de retard imputable au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine, ce dernier appliquera une pénalité de 1000 € TTC par jour calendaire de retard pour la cafétéria et de 100 € TTC par jour calendaire de retard pour la distribution automatique et par distributeur.

Les frais supplémentaires imputables au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine seront à sa charge.

Le service de location de téléviseurs doit également être opérationnel à la date d'effet du contrat.

Article 2.3. - Obligations du concédant

Durant toute la durée de la convention, le concédant garantit au concessionnaire la jouissance d'un droit exclusif pour la vente aux hospitalisés, aux familles, aux visiteurs et aux personnels des prestations objets de la présente concession.

Le concessionnaire prend toutefois acte que cette garantie d'exclusivité ne fit pas obstacle au fait que le centre hospitalier tient à la disposition de son personnel et de tiers occasionnels bénéficiaire (stagiaires, invités) un self.

Article 2.4 - Cession et sous-traitance

2.4.1 - Cession du contrat

Le titulaire ne peut réaliser aucune cession totale ou partielle du droit qui lui est conféré sans l'agrément exprès et préalable du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Faute de cette autorisation, les conventions de substitution sont entachées de nullité absolue.

2.4.2 - Sous-traitance

Toute sous-traitance doit être soumise à l'agrément préalable et exprès du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine, et elle suppose que le titulaire initial conserve l'entière responsabilité du service qui lui a été concédé.

Il demeure seul responsable vis-à-vis du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Article 2.5. – Sauvegarde des activités du CHI CVS.

L'activité du titulaire, les équipements techniques et leur fonctionnement ne devront pas perturber le fonctionnement de l'hôpital, ni ses appareils. Les réseaux informatiques, wifi ...devront être sécurisés et garantir l'hôpital de toute tentative d'intrusion.

Article 2.6. – Secret Professionnel.

Le titulaire, son personnel, ses sous-traitants et le personnel des sous-traitants sont soumis aux règles du secret professionnel.

Les informations sur les patients (Nom, prénom, état de santé...), sur le personnel du centre Hospitalier ou de la Clinique Tous Vents, sur l'établissement ou sur la vie interne de la structure ne doivent en aucun cas être communiquées.

Le fait d'enfreindre cette règle pourra entraîner la résiliation de la concession sans indemnité et sans préavis.

Chapitre 3 - PRINCIPES D'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 3.1. - Cafétéria/presse/boutique

3.1.1. Description des lieux

Le titulaire exploitera la cafétéria située dans les locaux spécialement prévus à cet effet, dont les plans détaillés figurent en Annexe. La surface totale de l'espace cafétéria est d'environ 76 m², répartie comme suit :

58 m² pour la cafétéria;

18 m² pour la réserve et la préparation des produits.

L'ensemble est agrémenté d'une terrasse d'environ 30 m² et d'une partie engazonnée d'environ 52 m².

L'entretien de la partie engazonnée est à la charge du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (CHI CVS).

Un espace presse/boutique sera aménagé au sein de la cafétéria.

Le titulaire déclare avoir une connaissance suffisante des espaces à exploiter, tant de l'espace cafétéria que de l'espace provisoire, tels que définis par les plans fournis.

L'aménagement de la cafétéria, y compris l'agencement de l'espace presse/boutique, est à la charge du titulaire.

3.1.2. - Organisation générale

Le point de vente cafétéria/Presse/Boutique devra être ouvert à minima selon les horaires suivants :

Du lundi au vendredi : de 9 heures à 19 heures ;

Le samedi : de 11 heures à 18 heures ;

Le dimanche : de 13 heures à 17 heures.

En cas de fermeture de la Cafétéria / Presse / Boutique pour toute cause, le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (CHI CVS) se réserve le droit de recourir, aux frais et dépens du titulaire, à des solutions de substitution permettant d'assurer la continuité du service public.

L'ensemble de la zone dédiée à la cafétéria, presse et boutique sera non-fumeur et interdite au vapotage, à la consommation d'alcool, ainsi qu'à la consommation de produits illicites.

3.1.3 - Produits alimentaires proposés

Les produits alimentaires offerts à la vente devront être de premier choix et répondre, ainsi que les modalités de conservation, de distribution et de remise en température, à toutes les prescriptions relatives aux aliments, à l'hygiène et à la restauration collective, sous peine de résiliation de contrat.

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine peut solliciter la visite des services vétérinaires. Des analyses microbiologiques pourront être réalisées à son initiative à tout moment sur les produits fabriqués. Les frais seront supportés par le titulaire.

En tout état de cause, un minimum de 24 contrôles bactériologiques sur denrées seront réalisés chaque année et seront à la charge du titulaire. Les résultats seront impérativement communiqués au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (2 analyses par mois).

Le candidat proposera également un plan de 12 analyses annuelles des surfaces (1 analyse par mois), qui indiquera le contenu des analyses (listéria...), leur fréquence et les matériels concernés. Ces analyses sont à la charge du titulaire. Leurs résultats seront transmis au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Le concessionnaire doit veiller aux méthodes d'emballage ou de conservation des produits mis en vente et respecter les règles d'hygiène afin d'assurer en permanence leur qualité et leur état de fraîcheur. La préparation des produits frais doit être effectuée dans le strict respect des règles d'hygiène : port de gants, de masques, respect des DLC. Le centre hospitalier se réserve le droit à tout moment d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles en ce sens.

La restauration se décompose en :

- Une prestation de type « restauration rapide » proposant quiches, pizzas, sandwiches, salades, laitages, fruits frais, viennoiseries, pâtisseries, boissons chaudes et froides et autres produits entrant dans cette catégorie ;
- Une prestation « brasserie » proposant des plats chauds variés réchauffés au bain-marie notamment, des salades composées préparées sur place. Ces plats devront être de qualité et variés (les candidats feront des propositions : nombre de plats disponibles, changements saisonniers...).

3.1.4 - Presse

Le titulaire devra fournir au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine l'agrément des instances professionnelles de la Presse pour la diffusion au sein de l'hôpital des journaux et publications.

Le titulaire s'interdit la vente, l'annonce, l'étalage de toutes publications contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public, de toutes publications faites dans un but de diffamation ou de chantage et de celle qui serait de nature à porter atteinte à l'ordre et à la discipline dans les services de l'hôpital.

En conséquence, le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine se réserve le droit d'exercer une surveillance et d'interdire dans la cafétéria le dépôt, l'exposition et la mise en vente de toute publication qu'il croirait devoir prohiber. Le titulaire s'oblige à se conformer à cette interdiction.

3.1.5.- Boutique

Le titulaire pourra proposer à la vente de produits annexes : jeux, jouets non susceptibles de troubler l'ordre public et la tranquillité dans l'établissement (prohibition des fléchettes, pistolets en plastique...), souvenirs, bibelots, piles, articles d'hygiène et de dépannage, bazar...

Le titulaire soumettra la liste de ces produits au Centre hospitalier.

Article 3.2. - Distributeurs automatiques

Le titulaire sera en charge de la fourniture, l'installation, la gestion et l'exploitation des distributeurs automatiques, dont les emplacements seront définis en accord avec la Direction du Centre Hospitalier Intercommunal.

L'activité de distributeur automatique comprend :

- Des boissons froides et chaudes, des boissons non sucrées et de l'eau minérale, en gobelets, en cannettes ou en bouteilles ;
- Des produits de viennoiserie et de confiserie ;
- Des produits frais : fruits, laitages ; sandwiches

Cette activité pourra proposer éventuellement des produits d'hygiène en dépannage.

Les produits des distributeurs automatiques (D.A) seront systématiquement soumis au service diététique de l'hôpital pour validation.

Les critères nutritionnels et diététiques seront donc déterminants.

Les apports nutritifs des produits devront être conformes aux recommandations de l'INPES. Les produits proposés devront être de qualité. La production locale sera favorisée.

Il appartient au service diététique de l'apprécier et d'interdire la distribution de tous produits qu'il jugerait opportun de devoir prohiber, compte tenu de la mission de la santé publique dont sont investis tant l'hôpital que ses délégataires de service public.

Les monnayeurs et systèmes de paiement seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Article 3.3. - Dispositions communes à la cafétéria/presse/boutique et à la D.A

3.3.1 - Approvisionnement

La cafétéria et les distributeurs automatiques (D.A) seront approvisionnés de telle sorte qu'ils présentent une offre complète et **permanente** aux utilisateurs.

3.3.2 - Personnels

Le titulaire recrute, rétribue et affecte au fonctionnement du service le personnel, en nombre et qualification, qui lui est nécessaire pour remplir sa mission.

Ces personnels, chargés de la vente à la cafétéria/presse/boutique, de la préparation des repas, de l'entretien, du réapprovisionnement des D.A. et de leur entretien, devront se conformer aux règlements et prescriptions en vigueur au sein de l'hôpital.

Ils porteront un badge nominatif.

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine pourra exiger, s'il l'estime nécessaire, leur remplacement si leur conduite et leur comportement laissent à désirer.

Le titulaire veille à l'application stricte des règles relatives à la surveillance médicale et à l'hygiène corporelle des personnels, et particulièrement de ceux appelés à manipuler des denrées alimentaires.

Le personnel et le titulaire sont liés au secret professionnel et ne doivent divulguer l'identité ou des informations sur l'état de santé des personnes rencontrées dans l'établissement.

Les personnels devront respecter les mesures d'hygiène et de sécurité de l'établissement en fonction des consignes qui leurs seront apportées.

3.3.3 - Entretien, maintenance

Les locaux, les aménagements et les mobiliers de la Cafétéria / Boutique / Presse ainsi que les lieux d'installations des D.A. et les D.A. dont le titulaire a la charge devront être tenus dans un parfait état de fonctionnement et de propreté.

Le mobilier devra être en accord avec l'environnement de l'Hôpital.

Le mobilier et les aménagements devront être validés par la direction du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Les frais de nettoyage et l'entretien courant des installations, équipements et matériels nécessaires à l'exécution du service sont à la charge du titulaire. Il s'agit notamment de :

- Nettoyage et entretien du petit matériel (vaisselle, couverts, matériel de salle à manger...);
- Nettoyage des locaux, des vitres et parois.
- Nettoyage et entretien des distributeurs et équipements associés (poubelles, monnayeur...)
- Entretien du réseau d'eau et des installations d'évacuation des eaux usées ;
- Nettoyage et entretien du gros matériel (installations frigorifiques, de cuisson...);
- Entretien courant et maintien en parfait état de tous les locaux ;
- Évacuation des déchets et des ordures ménagères conformément aux instructions du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Le titulaire mettra à disposition des usagers des containers adéquats pour recevoir les papiers et emballages divers. Il veillera à utiliser du matériel qui prévient le risque d'incendie. (Ex : Poubelles à étouffoirs, matériel ignifugé...)

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine se réserve le droit d'exiger le renouvellement du matériel si l'état de celui-ci s'avérait incompatible avec les règles de restauration collective.

Il pourra faire appel à la Direction des Service Vétérinaires autant que de besoin en lui demandant de procéder à tous les contrôles qu'elle jugera utile aux frais et risques du titulaire.

S'agissant des Distributeurs Automatiques, le titulaire s'engage, en cas de panne, à les réparer dans un délai de 24 heures à compter de l'appel téléphonique ou de la réception d'une télécopie précisant la panne de l'appareil, ou de pourvoir à leur remplacement en cas de panne majeure nécessitant un retour en atelier.

En outre, il installera des poubelles intégrées ou non aux appareils pour faciliter l'élimination des gobelets. Le titulaire assurera à sa charge l'habillage, la décoration l'intégration dans l'architecture intérieure des distributeurs automatiques. Il mettra en place les dispositifs nécessaires à assurer la sécurité du matériel.

Le Centre Hospitalier assurera les arrivées et évacuation d'eau. Le titulaire reste responsable de la qualité de l'eau mise à disposition. Il devra assurer la maintenance des filtres posés sur les distributeurs.

Article 3.4. – Location de téléviseurs

Le titulaire équipera les chambres et certaines salles réservées au public de téléviseurs (voir liste des chambres et lieux à équiper en annexe) et fournira une prestation de location de téléviseurs à destination des patients du Centre hospitalier.

Le point d'accueil des patients et des visiteurs désirant bénéficier de ce service est la cafétéria. Toute information utile y sera mise à disposition.

Le titulaire assurera la distribution des chaînes de télévision numérique terrestre au minimum. Pour cela il pourra s'appuyer sur le réseau existant de l'hôpital.

Cependant à partir de la prise d'effet du présent contrat, il prendra en charge les frais de maintenance, d'entretien et de rénovation de ces réseaux.

Un inventaire des équipements sera établi lors de la mise en exploitation.

Compte tenu du fait que le réseau est partagé entre le titulaire, la Clinique Tous Vents et des téléviseurs du Centre Hospitalier hors concession, le titulaire fera en sorte de maintenir l'accès à l'ensemble des téléviseurs pour tous les bénéficiaires sans pouvoir recourir à aucune facturation auprès de ces tiers.

Les tarifs de location de téléviseurs seront affichés dans l'établissement à chaque étage.

Le recouvrement de la prestation se fera directement par le titulaire.

Le système de location de téléviseur devra être accessible au moins 7 jours sur 7 pendant les horaires d'ouverture de la cafétéria. Un système de mise à disposition automatique est envisageable. Le titulaire s'engage à mettre aux normes les réseaux en cas de modification de façon à faire profiter les clients des chaînes TNT à minima.

Dans le cadre d'une mise à disposition de télécommande ou casque, le candidat pourra proposer la mise en œuvre d'une caution. Il en proposera dans son offre les conditions.

Les patients ou résidents devront avoir accès à minima à un bouquet TNT simple.

Le titulaire devra au 1^{er} juin 2025 avoir mis en place son réseau et son matériel propre (téléviseurs). (Sauf rachat du matériel tel que spécifié au Chap. 4)

3.4.1 Mise en place des téléviseurs.

La mise en place des téléviseurs se fera en accord avec le Centre Hospitalier et suivant les recommandations de ses services techniques. Les fixations murales sont comprises dans la prestation.

3.4.2 Caractéristiques des écrans à fournir

Les téléviseurs seront des téléviseurs à écran Leds, fixés sur support mural.
La dimension sera suffisante pour permettre un visionnage depuis le lit du résident.
Une solution de mise à disposition de casques auditifs (non filaires) sera proposée.

3.4.3 Entretien des télécommandes et casques.

Les télécommandes seront fournies par le titulaire et maintenues par ce dernier. Ces matériels feront l'objet d'une désinfection régulière par le titulaire à chaque changement de patient /résident. Elles seront nettoyées régulièrement par les services de soins lors du ménage des locaux.

3.4.4 Canaux Hospitaliers

Le titulaire envisagera gracieusement la mise à disposition un système de diffusion au profit du Centre Hospitalier. Ce système réservera à minima un canal spécifique.

Les éléments diffusés par le centre Hospitalier seront des informations internes relatives à la prise en charge des patients, des informations sur la santé, sur l'éducation et également des messages interactifs pour les commandes de repas. Le type de documents diffusés n'est pas limité.

3.4.5. Pannes des téléviseurs

Le titulaire s'engage à remplacer les téléviseurs en panne dans les 12 heures suivant le signalement de la panne. Le matériel devra être identique ou offrir les mêmes caractéristiques.

3.4.6. Mise à disposition gracieuse de téléviseurs

Dans le cadre du présent contrat, le titulaire mettra à disposition sans redevance d'occupation du domaine public ni location plusieurs téléviseurs au profit des patients et visiteurs du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine, dans des lieux prédéfinis. Il en assurera la maintenance et le remplacement si besoin pendant la durée du présent contrat.

L'emplacement de ces téléviseurs est noté dans l'annexe 3 et sont notés « Gratuits ».

3.4.7 Redevance

Le titulaire réglera les redevances SACEM liées à son activité pour l'ensemble des téléviseurs (y compris ceux mis à disposition sans redevance d'occupation du domaine public ni location au CHI CVS) ou moyens de diffusion.

Article 3.5. – Prestations diverses

Le titulaire pourra proposer des prestations diverses tel que du blanchissage, de la cordonnerie, des services de conciergerie pour l'approvisionnement de paniers frais, pains....

Une prestation room service pour le petit déjeuner et les repas (Livraison petit déjeuner, repas, presse, boissons, glaces...) pourra également être proposée.

Chapitre 4 - TRAVAUX ET INSTALLATION

Les aménagements des lieux sont à la charge du titulaire.

L'aménagement, les travaux d'amélioration et d'architecture intérieure, les mobiliers intérieurs et extérieurs seront réalisés par les soins et aux frais du titulaire, suivant les directives et sous le contrôle de la Direction du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Le titulaire n'entreprendra aucuns travaux sans approbation du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine. Il fera valider les différentes modifications par un bureau de contrôle.

Il supportera les frais d'aménagement ainsi que ceux relatifs aux fournitures et installations des mobiliers nécessaires à l'exploitation de la cafétéria et Distributeurs automatiques, avant et après l'ouverture. (Les locaux sont livrés en l'état et le titulaire devra faire son affaire des aménagements, modifications et travaux nécessaires) – Il existe une possibilité de reprise du mobilier et matériel actuel.

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine assurera l'arrivée des flux et fluides ainsi que les évacuations nécessaires et garantit la conformité des locaux vis-à-vis des normes de sécurité en vigueur pour les activités concédées (détection incendie et extraction/ventilation).

Le titulaire fournira sans délai au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine tous les documents relatifs à la sécurité des biens et des personnes et principalement ceux qui concernent la commission de sécurité.

Le titulaire assure la maintenance des installations qu'il mettra en œuvre et en assure la traçabilité intégrale. Il a l'obligation de mettre le matériel en conformité avec la réglementation si elle est modifiée en cours de contrat et de faire évoluer la technologie du matériel mis à disposition si cette dernière prive les patients ou résidents des prestations.

Les installations mises en œuvre par le Centre Hospitalier sont maintenues par le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

La remise en état suite à de la casse ou à la mauvaise utilisation des biens ou locaux mis à disposition par le Centre Hospitalier fera l'objet d'une facturation spécifique. Le titulaire produira une attestation d'assurance le couvrant pour ce type de risque.

Pour des raisons de sécurité incendie, la direction du Centre hospitalier possédera les clés des locaux concédés. Le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser un système de fermeture différent de celui proposé par l'établissement.

En fin de l'actuel contrat, le matériel et les équipements sont propriétés du Centre Hospitalier. Le nouveau candidat, compte tenu de l'état du mobilier, du matériel et des équipements, pourra en proposer le rachat. (Hors D.A)

Chapitre 5 - REGIME FINANCIER

Article 5.1 - Politique tarifaire

Les prix et tarifs seront proposés et validés par la direction de l'hôpital avant chaque exercice.

Le titulaire devra se baser sur une présentation de tarifs de prestations similaires sur d'autres établissements ou points de distribution semblables.

Les prix et tarifs devront rester abordables pour les consommateurs et usagers.

Une politique tarifaire spécifique sera mise en place à destination des personnels de l'établissement et ambulanciers. Un système de carte ou de badge sera mis en place pour fidéliser ces personnes et leur permettre l'accès aux tarifs préférentiels. Ce dispositif pourra servir de carte ou de badge de règlement.

En cas de phénomène particulier sur le prix d'un produit ou d'une prestation (ex : Hausse du cours d'une matière première) le titulaire prendra contact avec la Direction du Centre Hospitalier Intercommunal pour étudier l'éventuel ajustement de tarif. Il devra attendre la validation du directeur du CHI CVS (ou de son représentant) pour appliquer le tarif modifié.

Article 5.2. - Vente

Le titulaire indiquera les prix de vente TTC (Toutes Taxes Comprises) de tous les produits qu'il commercialisera. Ces prix devront être parfaitement lisibles par les consommateurs.

Pour la Cafétéria, le titulaire pourra appliquer le taux de TVA réduit (en vigueur) à la vente de produits alimentaires à emporter.

Les journaux, périodiques et publications de toute nature à l'exception des livres seront vendus au prix fixé par les éditeurs.

Par contre, pour les livres, le titulaire pourra appliquer les dispositions de la loi n°81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre qui dispose en Article 1^{er} alinéa 4 que : « Les détaillants doivent pratiquer un prix effectif de vente au public compris entre 95 p. 100 et 100 p. 100 du prix fixé par l'éditeur ou l'importateur ».

Aucun privilège ne pourra être accordé à un éditeur au détriment d'un autre.

Article 5.2. - Loyers, Charges et Redevances

Les emplacements définis et le droit de les exploiter conformément au présent cahier des charges sont concédés en contrepartie d'un loyer, de charges et d'une redevance d'occupation du domaine public variable fixée en pourcentage du chiffre d'affaires HT (Hors Taxes) réalisé en fonction des activités exploitées.

5.2.1. Le loyer

Le loyer a pour but de couvrir la mise à disposition des locaux et/ou surfaces pour la cafétéria, réserve, terrasse et espaces verts, ainsi que la surface nécessaire pour les distributeurs. Le loyer de base sera de 1200 € TTC par mois.

Les candidats proposeront dans leur offre un montant qui pourra être supérieur au montant de base proposé.

Le loyer évoluera annuellement suivant l'indice des loyers commerciaux à la date anniversaire du contrat. Il sera pris comme base le T3 de l'année 2024 soit 137.71 . L'actualisation à chaque date anniversaire se fera avec le T3 de l'année n-1 (Ex : Actualisation de l'année 2026 se fera avec l'indice T3 de 2025).

5.2.2. Les charges

Les frais d'électricité, de chauffage ainsi que ceux résultant de la mise à disposition de compteurs sont à la charge du titulaire tout comme les autres charges (poubelles, espaces verts...). Dans le cas où des compteurs ne seraient pas mis en place, une participation forfaitaire sera calculée sur la base des dépenses totales de l'établissement rapporté aux surfaces utilisées par la cafétéria et ses distributeurs. Les charges qui ne peuvent faire l'objet d'un comptage seront estimées par rapport aux surfaces. Le règlement des charges sera trimestriel, tout comme le loyer.

Leurs calculs et recouvrement sont effectués à la diligence des services du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

5.2.3. La redevance d'occupation du domaine public

En particulier, en ce qui concerne la Presse, la redevance aura pour base le Chiffre d'affaires public Hors Taxe et non le chiffre d'affaires dit « comptable » qui correspond à la commission du titulaire.

Les candidats indiqueront dans leur offre le pourcentage de redevance qu'ils proposent :

- Pour la presse (journaux, livres, périodiques, carterie...);
- Pour les produits divers (cadeaux, jouets, hygiène, parapharmacie, confiseries...);
- Pour l'alimentation solide et liquide de la cafétéria ;
- Pour la prestation room service
- Pour la distribution automatique.
- Pour la télévision
- Pour les prestations annexes (Ex : Dépôt pressing...)

Le titulaire proposera un pourcentage sur le chiffre d'affaire de chaque famille de produit qui constituera la redevance minimale garantie dès le premier Euro. Cette redevance sera progressive en fonction de l'évolution du chiffre d'affaire.

Cette redevance sera annexée au contrat.

Les clauses relatives au régime financier pourront être modifiées par avenant.

Afin de vérifier les éléments de rémunération, le titulaire fournira tous les ans les comptes par activité. Ces derniers devront faire l'objet d'un certificat d'un commissaire aux comptes.

Les candidats sont invités à compléter l'annexe 4 précisant le montant des redevances

Article 5.3. - Modalités de paiement des loyers, charges, redevances

Le titulaire enverra chaque trimestre une déclaration de recettes, ventilée par famille de produits pour information et suivi de l'activité.

Les redevances seront versées annuellement à la date anniversaire de prise d'effet du contrat
Le règlement devra parvenir 30 jours après cette date.

En cas de retard de plus de trente (30) jours, et quinze (15) jours après un premier rappel resté sans effet, la redevance sera majorée de 10%. Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine pourra recouvrer par tout moyen de droit, les sommes qui lui sont dues.

Un retard de plus de trois (3) mois entraînera automatiquement la résiliation du contrat, les montants dus restant acquis pour le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine qui usera de tout moyen pour recouvrer les montants.

Le titulaire s'engage à justifier au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine le montant de son chiffre d'affaires, par la communication, à toute époque, de sa comptabilité au directeur du CHI CVS et à toute personne désignée par celui-ci.

De plus, le titulaire fournira tous les ans les comptes par activité. Ces derniers devront faire l'objet d'un certificat d'un commissaire aux comptes et d'un rapport.

Chapitre 6 - Contrôle par le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine

Le concessionnaire devra produire chaque année un rapport d'activité comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Ce rapport est adressé au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine avant le 1^{er} juin de chaque année.

Ce rapport fait l'objet d'un contrôle et d'un visa du commissaire aux comptes du titulaire.

Un compte rendu technique annuel sera également remis à la Direction du Centre Hospitalier Intercommunal. Il comportera les éléments suivants :

- Effectif du service et qualification des agents ;
- Unités produites et vendues ;
- Modifications dans l'organisation du service, dans les ouvrages et installations ;
- Travaux d'entretien, de maintenance, de mise en conformité, d'amélioration des capacités et performances ;
- Travaux à venir.

Les candidats sont invités à produire un modèle de compte rendu d'activité annuel

Chapitre 7 – SANCTIONS

Article 7.1. – Pénalités

En cas de défaillance dans l'exploitation du service, des pénalités seront appliquées au titulaire dans les cas suivants :

- En cas de non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent contrat,
- En cas de non-respect des règles de sécurité en vigueur,
- En cas de non-conformité des repas aux règles en vigueur en matière d'hygiène ou aux prescriptions en matière de nourriture,
- En cas de négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels.
- En cas de retard dans la communication de documents (Police d'assurance, rapport du commissaire aux comptes...)

Le montant de la pénalité sera 500 € TTC par jour, jusqu'à ce que le titulaire se conforme à ses obligations contractuelles.

Elles prendront effet après un délai d'une semaine suivant une mise en demeure (lettre recommandée avec accusé de réception) restée sans effet. Le calcul des pénalités commençant au jour du constat du manquement.

Article 7.2. – Mise en régie provisoire

En cas d'interruption du service le CHI CVS a le droit de procéder à une mise en régie provisoire afin d'assurer la continuité du service.

Dans ce cas le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine peut prendre possession temporairement des locaux, matériels, approvisionnements, etc., et de tout matériels nécessaires à l'exécution du service.

La mise en régie est précédée d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet à l'expiration d'un délai de 48h. Cette mise en régie se fait au dépens du titulaire qui ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La régie cesse dès que le titulaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations sauf si la déchéance est prononcée.

Article 7.3. - Déchéance

En cas de faute d'une particulière gravité commise par le titulaire, et sauf cas de force majeure, l'autorité exécutive du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Directeur Général du Centre Hospitalier) peut prononcer la déchéance du titulaire.

Il s'agit notamment de :

- Méconnaissance des termes du contrat,
- Abandon ou interruption de service supérieure à 3 jours ouvrables,
- Refus d'acquitter les obligations financières prévues dans le contrat,
- Manquements graves aux règles de sécurité et d'hygiène,
- Manquements graves aux obligations imposées par le cahier des charges.

Toute mesure de déchéance sera précédée d'une mise en demeure motivée (lettre recommandée avec accusé de réception) et restée sans effet pendant une durée d'un mois ou dont la réponse ne répond pas à la mise en demeure.

Aucune indemnité de résiliation ne pourra être réclamée au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Ce dernier sera en revanche fondé à confier à un tiers l'exploitation temporaire du service afin d'en garantir la continuité, aux frais et risques du concessionnaire.

Chapitre 8 - Responsabilités – Assurances

Le titulaire fera son affaire de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes de la délivrance des autorisations relatives à l'activité découlant du présent contrat, laquelle n'entraîne pour le titulaire aucun droit de propriété commerciale.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur dans les différents domaines de son activité et fera son affaire des évolutions réglementaires qui évolueraient pendant la période du contrat.

Le titulaire s'engage à assurer, soit pour lui-même soit pour ses agents, la responsabilité pleine et entière de toute contravention ou infraction aux règlements édictés par les administrations, soit dans la mise en vente des articles dépendant de sa concession, soit à l'occasion du paiement des impôts liés à l'exercice de son activité et à en dégager entièrement le titulaire.

De même, le titulaire déclare dégager le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine de toute responsabilité relative à l'installation du point de vente, à son entretien et à sa surveillance (pertes ou vols de marchandises ou d'espèces).

Le titulaire s'engage, dès notification du contrat, à souscrire pour des sommes suffisantes et auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance dont il produira une attestation à la signature de la convention et qui couvrira les risques susceptibles de provenir de l'installation et la gestion des activités concernées par le présent contrat, notamment :

- Incendie, explosion, dégât des eaux et dommage de toute nature causé aux appareils ou par eux,
- Vol de marchandises, mobiliers, matériels, accessoires, fonds,
- Intoxication alimentaire causée par des produits vendus par lui; et de façon générale tout fait susceptible d'engager sa responsabilité.

Cette attestation devra préciser que le risque couvert est illimité pour les dommages corporels. Le montant envisagé pour les dommages matériels et immatériels devra être indiqué dans l'offre. Une copie du contrat et de la police d'assurance devra être fournie tous les ans à la date d'anniversaire de la convention. Le défaut de communication de ces documents entraînera une pénalité journalière

Le concessionnaire s'engage à dégager le concédant de toute responsabilité relative à l'installation de la cafétéria, de la boutique presse, des distributeurs automatiques, et de la location des téléviseurs, à leur surveillance et aux pertes ou vols de marchandises ou d'espèces et de tout préjudice corporel ou matériel provoqué par son personnel ou par ses installations.

Toutes les polices d'assurance doivent être communiquées au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine dans le mois suivant leur signature. Celui-ci peut en outre exiger du titulaire, à toute époque, la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

En cas de sinistre, le titulaire devra en informer l'établissement et la compagnie d'assurance dans un délai de 48 heures.

Chapitre 9 - ETAT DES LIEUX

En entrée et en sortie de contrat, un état des lieux contradictoire sera réalisé.
Les états seront consignés et le procès-verbal sera cosigné par les deux parties.
Les travaux de remise en état seront à la charge exclusive du titulaire.

Chapitre 10 - FIN DU CONTRAT

Article 10.1. - Expiration du contrat

A la date d'expiration du contrat, les investissements initiaux sont réputés intégralement amortis.

Pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation, le titulaire doit fournir au Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine tous les éléments d'information qu'il estimerait utiles.

Huit mois avant l'expiration du contrat, les parties arrêtent et estiment les travaux éventuels à exécuter sur les ouvrages du contrat qui ne sont pas en état normal d'entretien : le titulaire doit alors exécuter les travaux correspondants avant l'expiration du contrat. Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier fera réaliser les travaux qu'il facturera au titulaire.

A l'expiration du contrat, les équipements mobiles de la cafétéria/boutique/presse (rayonnages, tables, chaises...) deviendront propriété du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine. Du fait

qu'ils sont amortis, le Centre Hospitalier Intercommunal en prendra possession sans aucune indemnité ou forme de rémunération.

Les distributeurs automatiques sont des biens propres. Ils restent la propriété du titulaire et lui seront remis à titre gratuit à la fin du contrat.

Les téléviseurs à l'expiration du contrat deviendront propriété du Centre Hospitalier Caux Vallée de Seine. Du fait qu'ils sont amortis, le Centre Hospitalier Intercommunal en prendra possession sans aucune indemnité ou forme de rémunération.

Si du matériel est mis en place après la signature de la convention et à la demande du Centre Hospitalier, et que la durée d'amortissement dépasse la date de fin de convention, le Centre Hospitalier aura la possibilité de reprendre le matériel au prix de la valeur nette comptable restante.

Si le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine ne souhaite pas reprendre ce matériel, le titulaire pourra soit le céder au contractant suivant si ce dernier en exprime le besoin, dans le cas contraire, le titulaire devra procéder à l'enlèvement du matériel et la remise en état des locaux en accord avec le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

Article 10.2. - Résiliation du contrat

Sans préjudice des dispositions relatives à la résiliation pour faute, le Centre hospitalier pourra, pour motif d'intérêt général, résilier le contrat, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois notifié au concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Une indemnité de résiliation pourra être versée pour tenir compte du préjudice réellement subi par le titulaire du fait de la résiliation anticipée, en fonction des pertes dues aux achats et investissements réalisés et non amortis.

Article 10.3.- Litiges

En cas de litige sur l'interprétation et l'application des missions qui font l'objet de la concession, les parties s'engagent à rechercher toutes les voies d'un règlement amiable, y compris en faisant appel à la médiation d'une tierce personne.

Si dans un délai d'un mois, un accord n'est pas intervenu entre les parties, les différends qui ne seraient pas résolus par cette procédure, seront soumis au Tribunal Administratif de Rouen.
Le droit français est seul applicable.

Chapitre 11 - ANNEXES

Sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 – Emplacement des distributeurs ;
- Annexe 2 – Liste du matériel en place dans la cafétéria ;
- Annexe 3 – Emplacement des écrans de télévisions ;
- Annexe 4 – Bordereau des prix ;
- Annexe 5 - Présentation des sites ;
- Annexe 6 – Plans ;
- Annexe 7 – Informations diverses ;
- Annexe 8 – Développement durable (à fournir par le candidat) ;
- Annexe 9 – Menus type (à fournir par le candidat) ;
- Annexe 10 – Visuels / croquis de chacun des locaux mis à disposition (à fournir par le candidat) ;
- Annexe 11 – Biens de retour - inventaire A (à fournir par le candidat) ;

- Annexe 12 – Biens de reprise - inventaire B (à fournir par le candidat) ;
- Annexe 13 – Biens propre - inventaire C (à fournir par le candidat) ;
- Annexe 14 – Compte d'exploitation prévisionnel (à fournir par le candidat)
- Annexe 15 – Mémoire technique (à fournir par le candidat) 80 pages maximum répondant à toutes les prescriptions de l'Autorité concédante (à fournir par le candidat) ;
- L'attestation de visite ou attestation justifiant que le candidat a une bonne connaissance des locaux.
(Remis lors de la visite)

PARTIE RESERVEE AU CONCESSIONNAIRE

La présente Convention est lue et approuvée par le prestataire
(Nom + cachet + signature- mention manuscrite "Lu et approuvé")

A
Le

PARTIE RESERVEE A L'AUTORITE CONCEDANTE

A
Le

Le Directeur de l'Autorité concédante

Annexe 1 - Emplacement des distributeurs

Site Rosenberg - 19 avenue René Coty 76170 Lillebonne

Localisation	Distributeur Boissons chaudes	Distributeur Boissons Froides	Distributeur nourriture / friandises /	Mixte	Remarques
Hall d'entrée /Accueil	X	X	X		
Hall d'accueil des Urgences	X			X	Mixte froid / nourriture / friandises
Médecine				X	Combi trois en un Chaud / Froid/Confiserie
Maternité				X	Combi trois en un Chaud / Froid/Confiserie
Administration				X	Combi trois en un Chaud / Froid/Confiserie
Hall EHPAD Rosenberg				X	Combi trois en un Chaud / Froid/Confiserie

* Nouveaux distributeurs par rapport au contrat actuel.

Site Fauquet - 365 Rue LECHAPTOIS 76210 Bolbec

Localisation	Distributeur Boissons chaudes	Distributeur Boissons Froides	Distributeur nourriture / friandises / fruits /Yaourt...	Mixte	Remarques
Hall Place du Village	X			X	Mixte froid / nourriture / friandises

Annexe 2 – Liste du matériel en place dans la cafétéria (pour information)

NB : Cette liste n'est pas exhaustive. Les candidats devront vérifier lors de la visite du site les éléments.

Vitrine Crousti'wich
Plonge
Lave verre
Armoire froide positive
Armoire murale
Vaisselle
Coffre Millium
Comptoir
Habillage vitrine
Meubles arrières hauts
Plateaux de tables
Fauteuils et tables
Ipsos TV/Lecteur Pack
TV Led (cf liste ci-après)

Annexe 3 – Emplacement des écrans de télévisions

Emplacements souhaités

Service	N° Chbre	Nbre de TV (actuel)	Nbre de TV (Souhaité)	Service	N° Chambre	Nbre de TV (actuel)	Nbre de TV (Souhaité)	Service	N° Chbre	Nbre de TV (actuel)	Nbre de TV (Souhaité)
Maternité	113 Double	2	2	Médecine	211	1	1	Médecine	241	1	1
Maternité	114	1	1	Médecine	212	1	1	Médecine	242 Double	2	2
Maternité	115	1	1	Médecine	213	1	1	Médecine	243	2	2
Maternité	116	1	1	Médecine	214	1	1	Médecine	244 Double	2	2
Maternité	117	1	1	Médecine	215	1	1	Médecine	245 Double	2	2
Maternité	118	1	1	Médecine	216	1	1	Médecine	246	1	1
Maternité	119	1	1	Médecine	217	1	1	Médecine	247 Double	2	2
Maternité	120	1	1	Médecine	218	1	1	Médecine	248	1	1
Maternité	121	1	1	Médecine	219	1	1	Médecine	249 Double (Occasionnelle)	1	1
Maternité	122 (Double)	2	2	Médecine HDJ Gratuit	220	1	1	Médecine	250 Double	2	2
Maternité	123	1	1	Médecine HDJ Gratuit	221	1	1	Médecine	251	1	1
Maternité	124	1	1	Médecine HDJ Gratuit	222	1	1	Médecine	252	1	1
Maternité	125	1	1	Médecine HDJ Gratuit	223	1	1	Médecine	253	1	1
Maternité	126	1	1	Médecine HDJ Gratuit	224	1	1	Médecine	254	1	1
Maternité	127	1	1	Médecine HDJ Gratuit	225	1	1	Médecine	255	1	1
Maternité	128	1	1	Médecine HDJ Gratuit	226	1	1	Médecine	256	1	1
Maternité	129	1	1	Médecine HDJ Gratuit	227	1	1	Médecine	257	1	1
Maternité	130	1	1	Médecine HDJ Gratuit	228	1	1	Médecine	258	1	1
Maternité	131	1	1	Médecine Grande Chimio Gratuit	229	1	1	Salon médecine Gratuit		1	1
Maternité	132	1	1	Médecine	230 Double	1	2	Salle attente urgence Gratuit		1	1
Maternité	133	1	1	Médecine	231 Double	1	2	Accueil Gratuit		1	1
Maternité	134	1	1	Médecine	232 Double	1	2	Consultations RDC Gratuit		1	1
Maternité	135	1	1	Médecine	233 Double	1	2	Consultations 1er Gynéco Gratuit		1	1
Maternité	136	1	1	Médecine	234 Double	1	2	Salon Chimio Gratuit		1	1
Maternité	137	1	1	Médecine	235 Double	1	2	Parc de TV de rechange et de télécommandes		6 minimum	A définir par le candidat pour assurer la prestation sans rupture pour les clients
UHCD Gratuit	1	1	1	Médecine	236 Double	2	2				
UHCD Gratuit	2	1	1	Médecine	237 Double	2	2				
UHCD Gratuit	3	1	1	Médecine	238	1	1				
UHCD Gratuit	4	1	1	Médecine	239	1	1				

				Médecine	240	1	1				
--	--	--	--	----------	-----	---	---	--	--	--	--

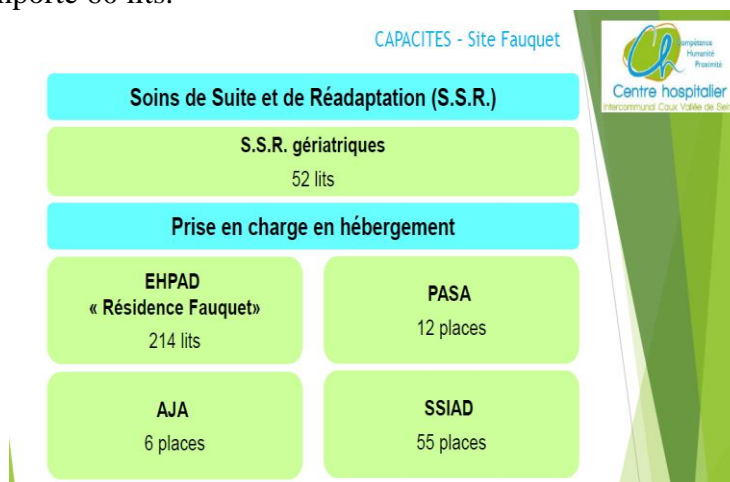
Annexe 4 – Produits proposés et tarifs à compléter

CF BPU Tableaux EXCEL

Annexe 5 – Présentation des sites



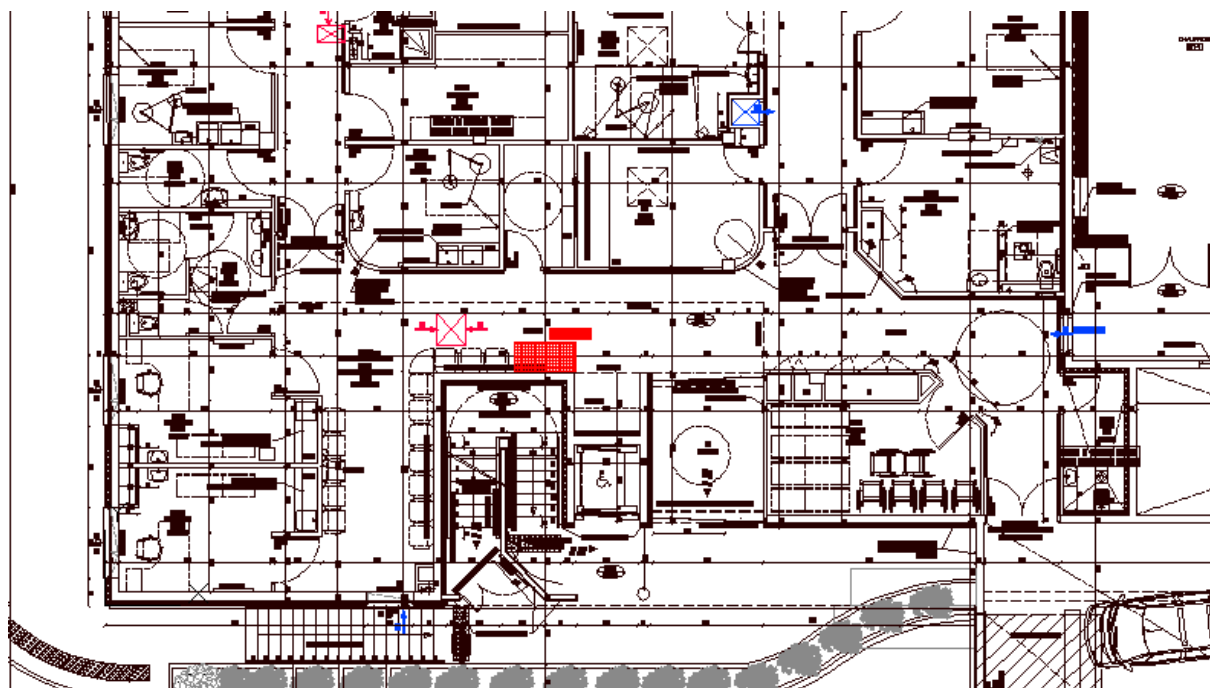
NB : Le site Rosenberg comporte dans ses murs, une clinique privée (Activité chirurgicale). Cette clinique comporte 60 lits.



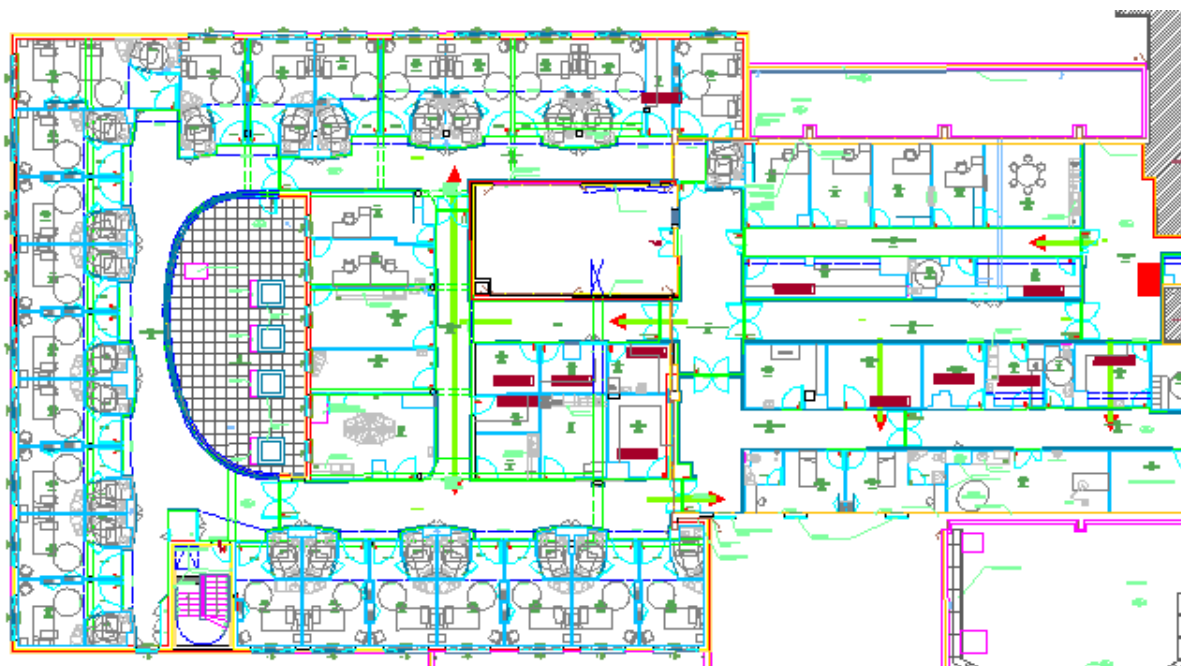
Activité 2023

Urgences : 21996 passages
 SMUR : 919 Sorties
 Médecine : 1641 entrées
 Hospitalisation de jour : 221 entrées
 SSR : 522 entrées
 Chimiothérapie : 1381 séances
 Naissances 550
 Gynécologie 265 entrées
 Taux d'occupation EHPAD environ 96 % pour 2024

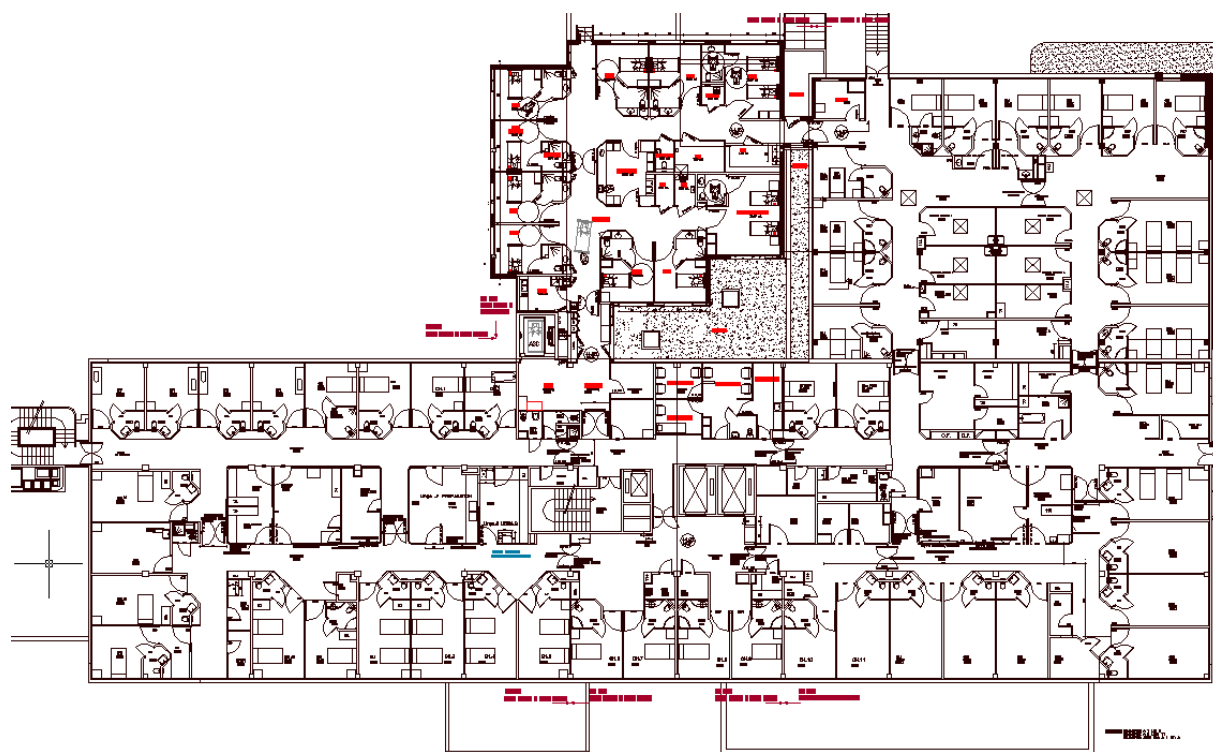
Niveau RDC Urgences



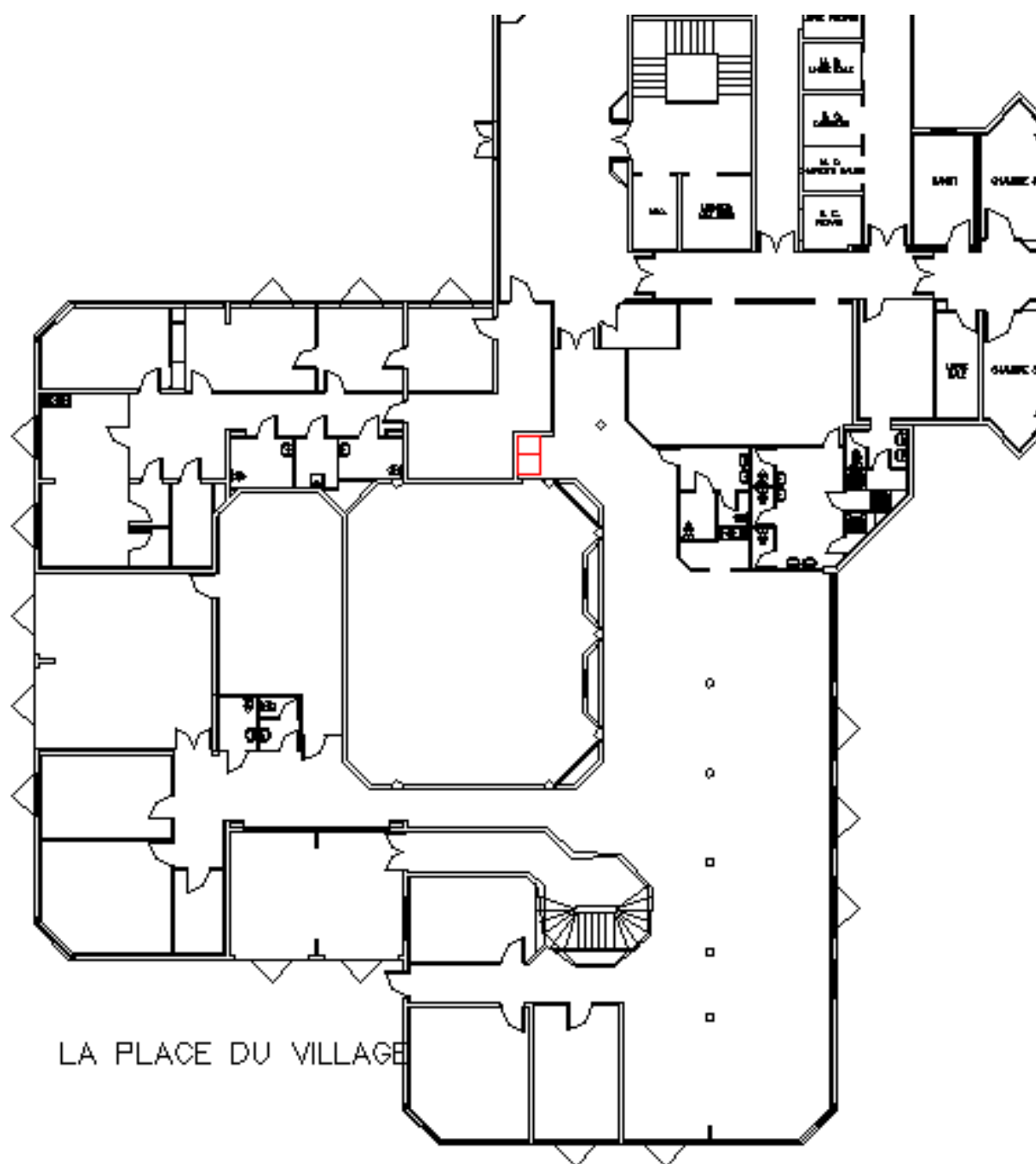
Niveau 1 er Maternité



Niveau 2 nd Médecine



Site Fauquet



Annexe 7 – Informations diverses

Estimation du Chiffre d'affaire actuel

Désignation	Montant HT
CA Cafeteria	58031.23 €
CA BOUTIQUE	1065.60 €
CA PRESSE (Commission)	4165.07 €
CA Télévisions	39337.25 €
DA + Autres ventes	48534.70 €
	151 133.85 €

Informations relatives au personnel de la cafétéria

EMPLOYEUR : ELIOR
Service et santé

SITUATION :
Octobre 2024

SITE / CONTRAT : Lillebonne

Fonction	Statut (employé / maîtrise / cadre)	Convention collective de rattachement	Classement ou échelon selon grille convention collective	Nature du contrat (CDI, CDD, stage)	Ancienneté (date)	Equivalent ETP	Eligible Prime Ancienneté
Responsable de Site	AM	CCN de la restauration rapide	IV	CDI	11/04/2011	1	oui
Vendeuse Polyvalente	EMPLOYEE	CCN de la restauration rapide	I	CDD	01/08/2017	0,8	oui

NB: Eléments fournis selon les éléments communiqués par le concessionnaire sortant pour l'année 2024

Annexe 8 – Développement durable

Le candidat fournira un mémoire sur support libre où il indiquera sa démarche en place pour le développement durable.

Il pourra à travers ce document (Maximum 20 pages) faire valoir par exemple, ses engagements, sa politique d'achat responsable, la mise en place de circuits courts, ses actions sur l'environnement, ses démarches qualité (Ex : ISO 9001 ; Iso 22000...), ses engagements en termes de ressources humaines....